



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.915/2/V
du 10 septembre 2018

advies 63.915/2/V
van 10 september 2018

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale
'déterminant les actes et
travaux soumis à permis
d'urbanisme dispensés de
l'avis préalable, de la visite de
contrôle et de l'attestation de
conformité du Service Incendie
et d'Aide médicale urgente'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende
vaststelling van de handelingen
en werken die aan een
stedenbouwkundige
vergunning onderworpen zijn
maar vrijgesteld van het
voorafgaand advies, van het
controlebezoek en van het
gelijkvormigheidsattest van
Dienst voor Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp'

Le 13 juillet 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région-Capitale 'déterminant les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme dispensés de l'avis préalable, de la visite de contrôle et de l'attestation de conformité du Service Incendie et d'Aide médicale urgente'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 10 septembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 septembre 2018.

*

Op 13 juli 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende vaststelling van de handelingen en werken die aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen zijn maar vrijgesteld van het voorafgaand advies, van het controlebezoek en van het gelijkvormigheidsattest van Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 10 september 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 september 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet d'arrêté se donne notamment pour objet de déterminer les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme qui sont dispensés de l'avis préalable du Service d'incendie et d'aide médicale urgente.

En ce qu'il a cet objet, il trouve actuellement son fondement légal dans l'article 124, § 1^{er}, alinéa 2, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après, en abrégé : « CoBAT »).

Lorsque l'ordonnance du 30 novembre 2017 'réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes' sera sur ce point en vigueur, à savoir un an après la publication au *Moniteur belge* de cette ordonnance¹, c'est dans les articles 126, § 4, et 177, § 4, du CoBAT que l'arrêté en projet trouvera son fondement légal, en ce qu'il détermine les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme qui sont dispensés de l'avis préalable du Service d'incendie et d'aide médicale urgente.

Or, il résulte des articles 126, § 4, et 177, § 4, du CoBAT, remplacés par l'ordonnance du 30 novembre 2017, que c'est après avoir recueilli l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente que le Gouvernement peut arrêter la liste des actes et travaux soumis à permis d'urbanisme qui sont dispensés de l'avis préalable de ce service.

Aussi, si le Gouvernement envisageait d'adopter l'arrêté en projet à une date à laquelle les dernières dispositions citées du CoBAT seront en vigueur, il lui appartiendra de recueillir l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente.

2. Conformément à l'article 3, 2^o, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', le projet d'arrêté doit faire l'objet d'un rapport d'évaluation de son impact sur la situation respective des femmes et des hommes. Le modèle de ce rapport est fixé dans l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

¹ Ceci en application de l'article 344, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'ordonnance du 30 novembre 2017, laquelle a été publiée au *Moniteur belge* le 20 avril 2018.

Selon la note aux membres du Gouvernement, le projet d'arrêté a donné lieu à l'établissement d'un tel rapport.

Le dossier soumis à la section de législation ne contient toutefois pas de pièce permettant de s'en assurer.

Il appartiendra au Gouvernement de s'assurer de l'accomplissement de cette formalité.

EXAMEN DU PROJET

1. Le projet d'arrêté se donne un double objet :

a) d'une part, il détermine les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme qui sont dispensés de l'avis préalable du Service d'incendie et d'aide médicale urgente. Comme déjà indiqué, en ce qu'il a cet objet, il trouve actuellement son fondement légal dans l'article 124, § 1^{er}, alinéa 2, du CoBAT, tandis que, quand l'ordonnance du 30 novembre 2017 sera sur ce point en vigueur, ce sont les articles 126, § 4, et 177, § 4, du CoBAT qui fourniront le fondement légal requis.

b) d'autre part, le projet d'arrêté a aussi pour objet de déterminer les actes et travaux qui sont dispensés de la visite de contrôle et de l'attestation de (non-)conformité du Service d'incendie et d'aide médicale urgente, et ce en exécution de l'article 193 du CoBAT.

Selon l'article 2 du projet d'arrêté, les mêmes actes et travaux sont dispensés tant de l'avis préalable du Service d'incendie et d'aide médicale urgente que de la visite de contrôle et de l'attestation de conformité.

Or, une distinction s'impose entre ces différentes procédures.

En effet :

a) tant la version actuelle de l'article 124, § 1^{er}, alinéa 2, du CoBAT que le texte des articles 126, § 4, et 177, § 4, du CoBAT résultant de l'ordonnance du 30 novembre 2017 limitent à certaines catégories d'actes et de travaux le pouvoir donné au Gouvernement de dispenser certains actes et travaux de l'avis préalable du Service d'incendie et d'aide médicale urgente : selon la version actuelle de l'article 124, § 1^{er}, alinéa 2, du CoBAT, il doit s'agir d'actes et de travaux « de minime importance », tandis qu'en vertu du texte des articles 126, § 4, et 177, § 4, du CoBAT résultant de l'ordonnance du 30 novembre 2017, la dispense de l'avis préalable du Service d'incendie et d'aide médicale urgente doit être justifiée par la « minime importance » des actes et travaux qui en bénéficient ou par « l'absence de pertinence » de cet avis « pour les actes et travaux considérés ».

b) par contre, l'article 193 du CoBAT ne limite pas à certaines catégories d'actes et de travaux le pouvoir donné au Gouvernement de déterminer les actes et travaux qui sont dispensés de la visite de contrôle et de l'attestation de (non-) conformité du Service d'incendie et d'aide médicale urgente.

L'attention est à cet égard attirée sur le fait que, parmi les actes ou les travaux qu'énumère le projet d'arrêté, il ne saurait être exclu, semble-t-il, que ceux-ci soient considérés, en tout cas dans certaines hypothèses, comme excédant les limites, indiquées ci-dessus, dans lesquelles le Gouvernement peut dispenser des actes et travaux de l'avis préalable du Service d'incendie et d'aide médicale urgente, sous réserve des explications que pourrait fournir l'auteur de l'avant-projet sur ce point.

2. Pour le surplus, sous peine de violer les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination, les distinctions qui résultent de l'arrêté en projet entre les actes et travaux dispensés des formalités requises en matière d'incendie et ceux qui ne bénéficient pas d'une telle dispense doivent reposer sur des critères justifiés par des motifs pertinents au regard des objectifs qui doivent être poursuivis en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Il appartient au Gouvernement d'être en mesure de justifier les différences de traitement opérées.

3. Le préambule appelle les observations suivantes :

a) Si l'arrêté en projet est adopté et appelé à entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur des dispositions de l'ordonnance du 30 novembre 2017 qui ont abrogé l'article 124, § 1^{er}, alinéa 2, et remplacé les articles 126 et 177 du CoBAT, il convient, dans l'alinéa 1^{er} du préambule, de remplacer les mots « notamment l'actuel article 124, § 1^{er}, alinéa 2 (qui sera remplacé par les nouveaux articles 126, §§ 2 et 4, et 177, §§ 2 et 4), et 193, qui dispose que l'avis préalable du service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) est requis dans le cadre de la délivrance des permis d'urbanisme ou de lotir, à moins que le Gouvernement ne dispense de cette exigence » par les mots « les articles 124, § 1^{er}, alinéa 2, et 193 ».

Si, par contre, l'arrêté en projet n'est pas appelé à entrer en vigueur avant que n'entrent en vigueur les dispositions précitées de l'ordonnance du 30 novembre 2017, les mots « notamment l'actuel article 124, § 1^{er}, alinéa 2 (qui sera remplacé par les nouveaux articles 126, §§ 2 et 4, et 177, §§ 2 et 4), et 193, qui dispose que l'avis préalable du service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) est requis dans le cadre de la délivrance des permis d'urbanisme ou de lotir, à moins que le Gouvernement ne dispense de cette exigence » doivent être remplacés par les mots « les articles 126, § 4, et 177, § 4, remplacés par l'ordonnance du 30 novembre 2017, et 193 ».

b) Le préambule doit être complété pour viser le rapport d'évaluation de l'impact du projet d'arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes ², l'évaluation du projet d'arrêté au regard du principe de *handstreaming*, ainsi que, le cas échéant, l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente ³.

c) Les alinéas 2 et 3 du préambule, qui visent des arrêtés qui ne sont ni abrogés ni remplacés par le projet, doivent être remplacés par le visa de l'arrêté que l'article 3 entend abroger.

d) À l'alinéa 4 du préambule, devenant l'alinéa 3, il convient d'écrire :

« Vu l'avis n° 63.915/2/V du Conseil d'État donné le 10 septembre 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁴.

4. En l'état de la réglementation applicable ⁵, il n'y a pas d'actes ou de travaux qui ne sont pas dispensés de permis d'urbanisme uniquement en raison de leur non-conformité à un plan d'aménagement directeur.

Aussi, dans la version française de l'article 2, 1°, les mots « à un plan d'aménagement directeur » seront omis.

5. Si l'arrêté en projet n'est pas appelé à entrer en vigueur avant que n'entrent en vigueur les dispositions de l'ordonnance du 30 novembre 2017 qui ont abrogé l'article 124, § 1^{er}, alinéa 2, et remplacé les articles 126 et 177 du CoBAT, il appartiendra au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que tel soit effectivement le cas.

*

² Voir sur ce point l'observation n° 2 sur les formalités préalables.

³ Voir sur ce point l'observation n° 1 sur les formalités préalables.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

⁵ Voir l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 'déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaand vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het ontwerpbesluit strekt inzonderheid tot vaststelling van de handelingen en werken die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning en vrijgesteld zijn van het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

In zoverre het daartoe strekt, vindt het zijn rechtsgrond momenteel in artikel 124, § 1, tweede lid, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna afgekort als “BWRO”).

Wanneer de ordonnantie van 30 november 2017 ‘tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen’ op dat punt van kracht zal zijn, te weten één jaar na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*,¹ zal het ontwerpbesluit zijn rechtsgrond vinden in de artikelen 126, § 4, en 177, § 4, van het BWRO, in zoverre het de handelingen en werken vaststelt die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning en vrijgesteld zijn van het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

Uit de artikelen 126, § 4, en 177, § 4, van het BWRO, zoals ze zijn vervangen bij de ordonnantie van 30 november 2017, vloeit evenwel voort dat de Regering de lijst van de handelingen en werken die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning en vrijgesteld zijn van het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, pas kan vaststellen nadat ze het advies van die dienst heeft ingewonnen.

Indien de regering overweegt om het ontwerpbesluit vast te stellen op een datum waarop de laatstgenoemde bepalingen van het BWRO van kracht zullen zijn, moet ze dan ook het advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp inwinnen.

2. Overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet een evaluatieverslag opgesteld worden over de impact van het ontwerpbesluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen. Het model van dat verslag is vastgesteld in de bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de

¹ Met toepassing van artikel 344, eerste lid, 2°, van de ordonnantie van 30 november 2017, die bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad* van 20 april 2018.

uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Volgens de nota aan de leden van de Regering is over het ontwerpbesluit een dergelijk verslag opgesteld.

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving overgezonden is, bevat evenwel geen stuk dat daarvan doet blijken.

De Regering dient erop toe te zien dat dit vormvereiste vervuld is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Het ontwerpbesluit heeft een dubbele strekking:

a) enerzijds stelt het de handelingen en werken vast die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning en vrijgesteld zijn van het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp. Zoals reeds aangegeven, vindt het, in zoverre het daartoe strekt, zijn rechtsgrond momenteel in artikel 124, § 1, tweede lid, van het BWRO, terwijl het, zodra de ordonnantie van 30 november 2017 op dat punt van kracht zal zijn, de noodzakelijke rechtsgrond zal vinden in de artikelen 126, § 4, en 177, § 4, van het BWRO.

b) anderzijds strekt het ontwerpbesluit ook tot vaststelling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van het controlebezoek en het “gelijkvormigheidsattest” (of het attest van niet-gelijkvormigheid) van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, en dit met uitvoering van artikel 193 van het BWRO.

Volgens artikel 2 van het ontwerpbesluit worden diezelfde handelingen en werken vrijgesteld van zowel het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp als het controlebezoek en het “gelijkvormigheidsattest”.

Die verschillende procedures moeten echter van elkaar onderscheiden worden.

Immers:

a) zowel in de huidige versie van artikel 124, § 1, tweede lid, van het BWRO als in de tekst van de artikelen 126, § 4, en 177, § 4, van het BWRO die voortvloeit uit de ordonnantie van 30 november 2017, wordt de aan de regering opgedragen bevoegdheid om bepaalde handelingen en werken vrij te stellen van het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische hulp, beperkt tot bepaalde categorieën van handelingen en werken: in de huidige versie van artikel 124, § 1, tweede lid, van het BWRO moet het gaan om handelingen en werken met een “geringe omvang”, terwijl krachtens de tekst van de artikelen 126, § 4, en 177, § 4, van het BWRO die voortvloeit uit de ordonnantie van 30 november 2017, de vrijstelling van het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp moet worden verantwoord door de “geringe omvang” van de handelingen en werken die ervoor in

aanmerking komen, of door het feit dat dat advies “niet relevant is voor de beschouwde handelingen en werken”.

b) in artikel 193 van het BWRO daarentegen is de aan de regering opgedragen bevoegdheid om de handelingen en werken vast te stellen die vrijgesteld zijn van het controlebezoek en het eenvormigheidsattest (of het attest van niet-eenvormigheid) van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, niet beperkt tot bepaalde categorieën van handelingen en werken.

In dat verband wordt erop gewezen dat men niet lijkt te kunnen uitsluiten dat sommige van de in het ontwerpbesluit opgesomde handelingen of werken, althans in bepaalde gevallen, beschouwd worden als een overschrijding van de voormelde grenzen waarbinnen de regering handelingen en werken kan vrijstellen van het voorafgaand advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, tenzij de steller van het voorontwerp op dat punt uitleg zou kunnen verschaffen.

2. Wil men bovendien de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie niet schenden, dan dienen de verschillen die uit het ontwerpbesluit voortvloeien tussen de handelingen en werken die vrijgesteld worden van de vereiste formaliteiten inzake brandveiligheid en de handelingen en werken die daarvan niet vrijgesteld worden, te steunen op criteria die worden gerechtvaardigd door relevante overwegingen ten aanzien van de na te streven doelstellingen inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening.

De Regering moet de toegepaste verschillen in behandeling kunnen verantwoorden.

3. De aanhef geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) Indien het ontwerpbesluit vastgesteld wordt en eerder in werking treedt dan de bepalingen van de ordonnantie van 30 november 2017 waarbij artikel 124, § 1, tweede lid, opgeheven wordt en waarbij de artikelen 126 en 177 van het BWRO vervangen worden, dienen in het eerste lid van de aanhef de woorden “met name huidig artikel 124, § 1, tweede lid (die vervangen zal worden, door de nieuwe artikelen (lees: artikelen 126,) §§ 2 en 4, en 177, §§ 2 en 4), en 193, die bepaalt dat het voorafgaand advies van de dienst voor brandbestrijding en dringende medische hulp (DBDMH) vereist is in het kader van de aflevering van stedenbouwkundige of bouwvergunningen, tenzij de Regering een vrijstelling geeft voor deze vereiste” te worden vervangen door de woorden “de artikelen 124, § 1, tweede lid, en 193”.

Indien het ontwerpbesluit daarentegen niet eerder in werking treedt dan de voornoemde bepalingen van de ordonnantie van 30 november 2017, moeten de woorden “met name huidig artikel 124, § 1, tweede lid (die vervangen zal worden, door de nieuwe artikelen (lees: artikelen 126,) §§ 2 en 4, en 177, §§ 2 en 4)” en 193, die bepaalt dat het voorafgaand advies van de dienst voor brandbestrijding en dringende medische hulp (DBDMH) vereist is in het kader van de aflevering van stedenbouwkundige of bouwvergunningen, tenzij de Regering een vrijstelling geeft voor deze vereiste” vervangen worden door de woorden “de artikelen 126, § 4, en 177, § 4, vervangen bij de ordonnantie van 30 november 2017, en 193.

b) De aanhef moet worden aangevuld met een verwijzing naar het evaluatieverslag over de impact van het ontwerpbesluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen², naar de evaluatie van het ontwerpbesluit in het licht van *handistreaming* en, zo nodig, naar het advies van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.³

c) Het tweede en het derde lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar besluiten die niet door het ontwerp opgeheven of vervangen worden, moeten worden vervangen door een verwijzing naar het bij artikel 3 op te heffen besluit.

d) In het vierde lid van de aanhef, dat het derde lid wordt, dient te worden geschreven:

“Gelet op advies 63.915/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 september 2018 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁴

4. Bij de huidige stand van de toepasselijke regelgeving⁵ zijn er geen handelingen of werken die, uitsluitend wegens hun niet-overeenstemming met een richtplan van aanleg, niet vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning.

In de Franse tekst van artikel 2, 1°, moeten de woorden “à un plan d’aménagement directeur” dan ook weggelaten worden.

5. Indien het ontwerpbesluit niet eerder in werking treedt dan de bepalingen van de ordonnantie van 30 november 2017 waarbij artikel 124, § 1, tweede lid, opgeheven wordt en de artikelen 126 en 177 van het BWRO vervangen worden, dient de regering de nodige maatregelen te treffen om erop toe te zien dat dit inderdaad het geval is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

² Zie dienaangaande opmerking 2 over de voorafgaande vormvereisten.

³ Zie dienaangaande opmerking 1 over de voorafgaande vormvereisten.

⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

⁵ Zie het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 ‘tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de koninklijke commissie voor monumenten en landschappen evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect’.